

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 03/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADÉ ELECTRONIQUE

26 avenue des Champs Pierreux
92000 Nanterre

Références : ud95/2023-906
Code AIOT : 0006507061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/11/2023 dans l'établissement TRIADÉ ELECTRONIQUE implanté 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr>.

Un incendie s'est déclaré le samedi 11 novembre 2023, tôt le matin. L'inspection a été informée de cet incendie par téléphone via l'astreinte DRIEAT, par le SDIS 95 et par l'exploitant par mail et appel téléphonique à l'inspecteur référent du site dès le matin du 11 novembre 2023. L'Inspection s'est déplacée de manière réactive sur site pendant le sinistre en vue de connaître les circonstances et pour procéder aux premiers constats.

A 13h00, l'incendie était circonscrit, en cours d'extinction complète grâce à une intervention combinée du SDIS et de l'exploitant (via l'utilisation d'un engin du site pour déplacer les déchets de l'alvéole concernée) pour permettre aux pompiers d'atteindre le foyer de l'incendie.

Les conséquences de ce sinistre sont les suivantes :

- pas de blessés parmi les salariés ;
- pas d'impact notable sur l'environnement (eaux confinées et en cours de pompage), fumées éparses et ventilées, absence de panache massif, zone industrielle sans enjeu humain à proximité ;
- 80 pompiers ont été mobilisés ainsi que des moyens matériels importants.

En termes d'activité ICPE :

- le site était en fonctionnement mais fermé pour le week-end férié ;
- même si le process industriel lourd du site (le broyeur) a été épargné, la reprise d'activité ne pourra

s'opérer sans d'importantes opérations de remise en état et de vérification des installations ;
- la question des conditions de travail se posera aussi au regard de la présence de fumée dans le bâtiment (sujet hors champ ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADE ELECTRONIQUE
- 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006507061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société TRIADE ELECTRONIQUE (groupe Véolia) est un site ICPE autorisé et soumis à la directive IED au titre du BREF « traitement de déchets ». Il exerce une activité de traitement de déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques), dont des appareils contenant des batteries/piles lithium, sur un site d'une superficie d'environ 15 000 m² dont 7 000 m² de bâtiment à Gonesse.

Les conditions d'exploitations de l'établissement sont définies par l'arrêté d'autorisation du 11 avril 2000 complété en dernier lieu le 22 octobre 2021. Le site est notamment équipé d'un important broyeur de déchets qui permet d'obtenir un tri en sortie selon les types de fractions de déchets.

Les départs de feu sont "réguliers" sur ce type de site compte tenu de la présence de ces déchets "à risque" et sont, la plupart du temps, gérés par l'exploitant lui-même. Ce contexte a justifié en 2020 la mise du site par l'Inspection sous "vigilance renforcée", levée depuis compte tenu des mesures de prévention prises par l'exploitant (et formalisées dans l'APC du 9 juillet 2020).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Évacuation, désenfumage et gestion des eaux d'extinction et des déchets brûlés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'incident	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Évacuation et désenfumage	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1	Lettre de suite préfectorale	15 jours
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection incendie	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'incendie, les dispositions imposées à l'exploitant (détection / aspersion / intervention / désenfumage / moyens d'intervention / non propagation de l'incendie) ont globalement fonctionné.

Les enseignements tirés des incendies précédents ont probablement facilité la prise en charge du

de sinistre et limité sa propagation. La reprise de l'activité va nécessiter des travaux importants de réparation de l'outil de tri et limiter les capacités de traitement de l'installation pour une durée indéterminée à la date de l'inspection.

Le RETEX de l'incendie de 2022 a été de limiter les entreposages en vrac des déchets au profit de bacs de transports afin de réduire les chocs. L'incendie du 11 novembre semble néanmoins être parti depuis l'intérieur d'un de ces bacs. Ceci a finalement compliqué les premières opérations d'extinction, les bacs (pleins, et non grillagés) réduisant l'accès aux déchets par les eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection le jour même de l'incendie par un appel à l'inspecteur référent du site vers 10 h du matin puis par mail. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'un rapport d'incident était attendu de sa part. Ce rapport devra préciser les éléments de contexte et les difficultés rencontrées lors de la gestion de la crise mentionnés dans la suite du rapport d'inspection. Au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé les circonstances de l'incendie : - Le départ de feu est survenu le samedi 11 novembre vers 6h du matin, au sein d'une alvéole de déchets PAM stockés dans des caisses. - La détection automatique de fumée a fonctionné, l'aspersion automatique a été déclenchée, Le feu a été cependant rapidement très virulent. Compte tenu du jour férié et de l'heure du démarrage de l'incendie, il n'y avait que le gardien présent sur le site. Son rôle s'est donc limité aux constats puis à l'appel des secours extérieurs. La direction de l'établissement est arrivée sur site dans l'heure. L'intervention des pompiers était toujours en cours à l'heure de venue de l'inspection (13h). L'intervention des pompiers sur site a duré environ 10h et mobilisé 80 hommes. 110 t environ de déchets brûlés ont été sortis du bâtiment. L'intervention des pompiers a réussi à limiter la propagation à l'ensemble des stocks présents. L'incendie a produit un fort dégagement de fumée qui a ralenti l'intervention des pompiers dans le bâtiment durant les deux premières heures.
Observations : L'exploitant doit transmettre dans un délai de 2 semaines le rapport d'incident prévu dans par l'arrêté préfectoral précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est également doté d'une installation de détection incendie comportant un double système de surveillance. Celui-ci comprend des détecteurs de fumée et des détecteurs de flammes. Les emplacements de ces détecteurs sont judicieusement choisis. Ils sont notamment positionnés au niveau des alvéoles de stockage, du démanteleur et de ses convoyeurs. En cas de détection d'un départ de feu, l'information est aussitôt et automatiquement transmise aux équipes en place par des moyens appropriés, ainsi qu'au gardien. Lors d'un déclenchement de nuit, le gardien et les équipes d'astreinte sont alertées par des moyens appropriés.
Constats : La détection incendie a fonctionné et déclenché l'aspersion automatique. Le gardien a bien reçu les alarmes dans son poste.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Évacuation et désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation et désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. La toiture comporte, sur 2 % au moins de sa surface, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (lanterneaux fusibles et ouvrants par exemple). Les commandes manuelles des ouvrants sont placées à proximité des accès. Le site est également équipé de 3 écrans de cantonnement de désenfumage disposant d'une retombée de 2 m et stables au feu 30 minutes, sous toiture. Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et réparties dans le bâtiment de façon à éviter les culs de sac. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés. Des plans sont affichés en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.
Constats : Le dégagement important de fumée noire a ralenti les premières opérations de secours. Le toit du bâtiment est équipé de trappes de désenfumage. Elles ont été actionnées pour permettre l'évacuation des fumées. Les premiers constats semblent montrer certains dysfonctionnements de certains systèmes de désenfumage en toiture. Comme il s'agissait d'un feu couvant très fumigène. Les pompiers ont rencontré des difficultés d'accès non pas au site mais au foyer principal de l'incendie (au cœur de l'alvéole). Raison pour laquelle les pompiers ont procédé à l'installation de 2 ventilateurs. L'incendie a provoqué la fonte des bardages translucides de façade ce qui a créé de fait de nouveaux exutoires aux fumées.
Observations : L'analyse des éventuels dysfonctionnements des systèmes de désenfumage doit être abordée dans le rapport d'analyse de l'accident demandé au point 1. L'exploitant devra également vérifier le dimensionnement de ceux-ci compte tenu du caractère très fumigène de ces incendies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant sans être inférieur à 704 m ³ . Si la capacité de confinement est confondue avec le bassin de collecte et de traitement des eaux pluviales mentionnés à l'article 4.3.5 du présent arrêté, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.
Constats : Les eaux d'extinction ont d'abord été contenues à l'intérieur du bâtiment puisque le sol de celui-ci est étanche et placé par défaut en rétention. Lorsque les eaux ont débordé (suite à l'arrosage abondant et continu des pompiers), elles ont rejoint les dalles extérieures du site jusqu'aux collecteurs des eaux pluviales. Elles ont ensuite été stockées dans le bassin enterré des eaux pluviales, mis en confinement par l'exploitant dès le début de l'incendie par la fermeture des deux vannes du site empêchant l'évacuation des eaux vers le réseau public extérieur. Compte tenu du volume d'eau utilisé pour l'extinction l'exploitant a réussi à mobiliser, malgré le jour férié, plusieurs camions de sociétés extérieures pour pomper les eaux et baisser le niveau qui commençait à gêner les secours. Ces eaux sont restées stockées dans les camions en attente de l'ouverture exceptionnelle d'un établissement de récupération en plein week-end férié. Selon l'exploitant, les opérations de pompage doivent se poursuivre au cours des jours suivants l'incendie.
Observations : L'exploitant doit préciser dans son rapport les volumes d'eau pompés, les difficultés rencontrées pour leur gestion en plein week-end férié puis leur destination. Les BSD sont également à fournir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours